

giste sur la plus grande échelle possible et cependant tout le monde s'accorde à vanter sa prospérité et ses succès dans toutes les branches de l'industrie humaine.

Cet exemple est aussi mal choisi que le principe est mauvais. La liberté des échanges ou du commerce suppose nécessairement que dans tous les pays, les productions indigènes sont capables de soutenir la concurrence que leur font les étrangers. C'est supposer un état de chose que l'on sait ne pouvoir jamais avoir lieu; les climats, la nature du sol, les lois, les mœurs, l'activité des populations, la direction donnée à l'enseignement s'opposent sans cesse à la liberté complète des échanges.

Un peuple avancé dans toutes les industries, qui s'y livrent depuis de longues années, qui y a acquis une grande expérience, devra nécessairement obtenir plus de succès que la nation jeune, inhabile, inexpérimentée, qui débute, qui fait les premiers pas dans cette voie. Les produits de ce peuple ont-ils toute liberté d'inonder les marchés des débutants? ils leur font une concurrence victorieuse qui force ces derniers à sacrifier leur marchandise, à la livrer aux consommateurs à des prix plus bas que le prix coûtant.

Dans toute industrie nouvelle les premiers frais d'installation sont toujours très-couteux et l'expérience est souvent achetée bien cher. Avec le temps, les faux frais diminuent presque entièrement, les mécanismes se perfectionnent, les ouvriers acquièrent plus d'habileté et produisent une marchandise de meilleure qualité à des prix considérablement réduits.

Protégeons donc les débuts de toute industrie naissante, arrêtons la concurrence étrangère ou plutôt diminuons son influence en la frappant de droits d'entrée suffisamment élevés. Tant qu'une nouvelle manufacture ne sera pas dégagée de ses premières dépenses d'installation, tant qu'elle n'aura pu réduire ses frais de production à leur minimum, pratiquons la protection sur une large échelle, afin qu'elle puisse compter sur un débouché certain sur ses propres marchés, et procurer à ses propriétaires des profits en rapport avec les capitaux qu'ils lui ont confiés.

Mais plus tard, lorsque la production se sera dégagée de ses faux frais, lorsqu'elle sera devenue plus stable et qu'elle se sera faite dans le monde commercial une réputation suffisamment étendue, alors on pourra la débarrasser de cette espèce de maillot qu'on appelle la protection. Cette protection, destinée à soutenir la faiblesse des industries naissantes, ne doit pas dégénérer en abus, et ce serait certainement en abuser si elle devait continuer indéfiniment; elle pourrait même dégénérer en prime accordée en monopole et à la routine. L'industrie ainsi protégée demeurerait dans l'enfance, ne s'améliorerait pas et tomberait en ruines dès que cette protection lui ferait défaut.

Nous avons dit que l'exemple de l'Angleterre comme preuve des heureux résultats du libre-échange, est un exemple mal choisi; en effet, il n'y a pas encore longtemps, l'Angleterre pratiquait la protection sur une large échelle, entourée de toutes parts par la mer, comme d'un rempart infranchissable, elle avait à son service une légion de douaniers et défiait la contre-bande aussi bien que la concurrence étrangère. Sous l'égide de cette protection efficace aidée de l'activité naturelle au peuple anglais, les industries manufacturière et agricole firent des progrès rapides. Bientôt de nouvelles manufactures vinrent s'ajouter aux premières et la consommation intérieure ne suffisant plus à l'écoulement de tous les produits, l'Angleterre pensa à agrandir le cercle de ses relations commerciales et à vendre à l'étranger le surplus de sa production.

Mais elle craignit que le principe de la protection douanière, qui lui avait si bien servi autrefois, ne lui fermât l'entrée des marchés étrangers. Alors elle déclara à grand renfort de trompettes, l'excellence du principe libre-échangiste. Une nouvelle école d'économistes vit le jour dans la personne d'Adam Smith dont les écrits sont devenus classiques dans toute l'Europe. La législature anglaise s'occupa aussi de cette importante question et deux des plus célèbres ministres anglais William Huskinson et Robert Peel introduisirent d'importantes réformes dans la législation à cet égard.

L'Angleterre n'a donc pas toujours été libre-échangiste, voilà un fait patent. Tant que la protection lui a été profitable, elle en a usé largement; mais du moment qu'elle a senti le besoin de déverser sur les marchés étrangers l'excédant de ses produits, elle a proclamé hautement les principes du libre-échange.

Les libre-échangistes n'ont donc pas raison de donner l'Angleterre actuelle comme un modèle aux jeunes populations qui débutent dans les entreprises industrielles. Si nous avons besoin d'un modèle, l'Angleterre pourrait bien nous le fournir, mais ce sera l'Angleterre débutante, telle qu'elle existait au commencement de ce siècle. Comme elle le faisait alors, nous nous protégerons, puis quand nous serons devenus assez forts, nous aussi, nous adopterons les principes du libre-échange et alors nous pourrions en retirer de grands profits. Dans notre opinion, et cette opinion nous paraît parfaitement fondée, la protection est un moyen d'arriver au succès et le libre-échange est la conséquence de ce succès.

L'agriculture canadienne n'est pas une industrie naissante, elle est vieille comme la civilisation du pays qu'elle habite, cependant elle est encore pour ainsi dire dans l'enfance, elle produit encore chèrement, les améliorations ne sont qu'à leur début et pour elle comme pour toutes les autres industries nationales, la protection est devenue une nécessité.

Les cultivateurs, par conséquent l'immense majorité de la population, se plaignent que leurs produits ne se vendent plus ou qu'ils sont obligés de les vendre bien au-dessous du prix coûtant. Ils ignorent, pour la plupart, les causes qui ont amené cet état de chose. Ils restreignent leur culture de blé, et n'en produisent que la quantité strictement nécessaires aux besoins de la localité; mais ils ne connaissent pas la raison qui les force à produire seulement pour une consommation si restreinte, ils subissent les conséquences d'une situation anormale dont ils ne saisissent pas la cause déterminante. La culture souffre et son ignorance est telle qu'il lui est impossible de reconnaître la cause de ses souffrances.

Le libre-échange tue l'industrie agricole, le blé américain envahit nos marchés, pénètre même jusque dans nos campagnes; les œufs, le chanvre et le lin brut, les farines et les grains de toutes sortes, les graisses, et une foule d'autres articles sont exemptés de tous droits d'entrée au grand détriment de la production indigène.

Le commerce en profite et applaudit, mais l'agriculture voit ses succès gravement compromis. Le commerce dit, si je suis riche tout le pays sera riche et tous nos gouvernants pensent de même. Erreur grossière. Ce n'est pas le commerce qui est la principale source de richesse, c'est l'agriculture. Si l'agriculture dépérit, tout languit; le commerce lui-même subit cette nécessité.

Un fait bien connu prouve complètement cet avis. Lors de l'inauguration de la Confédération canadienne, nos relations commerciales s'étendirent démesurément, nos importa-